



EXTRAIT DES REGISTRES DES DÉLIBÉRATIONS DU
CONSEIL D'AGGLOMÉRATION

SÉANCE DU MERCREDI 20 MAI 2015

Direction Générale des Services
Gestion des Assemblées
Développement Economique,
Emploi, Formation et Tourisme

Nombre de Membres		
Affiliés au Conseil Communautaire	En exercice	Qui ont pris part à la délibération
63	63	62

Objet de la
délibération:
**Les Arcs-sur-
Argens- Parc
logistique des
Bréguières-
Embranchement
fermé - Convention
de raccordement
RFF/CAD - Avenant
n°1**

L'an deux mille quinze le vingt mai à dix huit heures, le Conseil d'agglomération, régulièrement convoqué, s'est réuni au nombre prescrit par la loi, en séance publique, dans le lieu habituel de ses séances, sous la présidence de Monsieur Claude PIANETTI, Vice-Président.

PRÉSENTS :

Claude PIANETTI, Jacques LECOINTE, Claude ALEMAGNA, Alain PARLANTI, Bernard CHILINI, Liliane BOYER, Valérie MARCY, Gérald PIERRUGUES, Gilbert GALLIANO, Raymond GRAS, Hugues MARTIN, Daniel MARIA, Fabien MATRAS, Richard STRAMBIO, Georges ROUVIER, Serge BALDECCHI, Christophe CARRIERE, Sophie DUFOUR, Frédéric MARCEL, Jutta AUGUIN, Alain BOUCHER, Alain CAYMARIS, Christine CHALOT-FOURNET, Bernard CHARDES, Anne-Marie COLOMBANI, Brigitte DUBOIS, Francine FIORINI, Nathalie GONZALES, Malika GUELLATI, Marie-Christine GUIOL, Mathilde KOUJI-DECOURT, Yves LE POULAIN, Françoise LEGRAIEN, Grégory LOEW, Fabrice MAGAUD, André MENET, Jacques MICHEL, Jean-Pierre MOMBAZET, Michèle PELASSY, Thierry PESCE, Christine PREMOSELLI, Laure REIG, Thierry RUDNIK, Sylvain SENES, David SONNEVILLE, Alain VIGIER

REPRÉSENTÉ(S) :

Olivier AUDIBERT-TROIN pouvoir à Claude PIANETTI, Nicole FANELLI pouvoir à Serge BALDECCHI, Yves BACQUET pouvoir à Gérald PIERRUGUES, Anne-Marie AMOROSO pouvoir à Jacques LECOINTE, Gilbert BOUZEREAU pouvoir à Frédéric MARCEL, Stéphane CERET pouvoir à Alain VIGIER, Caroline COLLOMBAT pouvoir à Bernard CHILINI, Sylvie FRANCIN pouvoir à Sophie DUFOUR, Alain HAINAUT pouvoir à Mathilde KOUJI-DECOURT, Florence LEROUX pouvoir à Christine PREMOSELLI, Sandrine MARY-BOUZEREAU pouvoir à David SONNEVILLE, Christine NICCOLETTI pouvoir à Grégory LOEW, Francine REGAZZETTI pouvoir à Alain PARLANTI, Régis ROUX pouvoir à Michèle PELASSY, Jean-Daniel SANTONI pouvoir à Marie-Christine GUIOL, Valéria VECCHIO pouvoir à Thierry RUDNIK

ABSENT(S)/EXCUSE(S)

Franck AMBROSINO

SECRÉTAIRE DE SÉANCE : Madame Mathilde KOUJI-DECOURT

RAPPORTEUR : Monsieur Alain PARLANTI

Transmis le : 29 mai 2015

Au Représentant de l'État,
conformément aux dispositions
de la loi du 2 mars 1982

Communauté d'Agglomération
Dracénoise

Affiché le 29 mai 2015

Dans le cadre de la création de l'Installation Terminale Embranchée (ITE), permettant le raccordement ferroviaire du Parc logistique des Bréguières, avec le réseau ferré national, une convention de raccordement n°40 930000 1354 A 001 a été signée le 19 juillet 2010 entre la Communauté d'Agglomération Dracénoise (CAD) et Réseau Ferré de France (RFF) fixant ainsi les conditions d'établissement, d'entretien, commerciales et administratives des installations ferroviaires de ladite ITE, composées de deux parties distinctes :

- la 1ère partie de l' ITE, propriété de RFF et située sur son domaine public, comprend toutes les installations nécessaires au raccordement de la voie privative (ou à usage privatif) de l'embranché aux voies du réseau ferré national - raccordement au point kilométrique PK n°135,468 de la ligne n°930 000 de Marseille à Vintimille,
- la 2ème partie de l' ITE comprend les installations ferroviaires privées ou à usage privatif, situées au-delà de la limite du réseau ferré national.

Il est rappelé que ladite convention de raccordement prend effet au 1er juillet 2010 pour une durée initiale de 15 ans, à compter de la date d'achèvement des installations de 1ère partie; que la CAD verse à RFF des redevances annuelles de raccordement et d'occupation, révisables chaque année et, que des conditions de remboursement de la CAD à RFF sont prévues.

De plus, à la signature de la convention de raccordement, les travaux de réalisation du raccordement ferroviaire de l'embranchement étaient en cours; les parties s'étaient donc entendues sur un schéma provisoire annexé à ladite convention, dénommé «*schéma d'implantation du dispositif de sécurité pour les dérives et manœuvres*». Les travaux terminés et la mise en service de l'embranchement établie, RFF propose à la CAD un plan définitif des installations remplaçant ainsi l'ancien schéma.

Enfin, suite à l'entrée en vigueur des décrets pris pour l'application de la loi n°2014-872 du 4 août 2014 et relatifs aux missions et statuts de SNCF, SNCF Réseau et SNCF Mobilités, RFF informe la CAD que SNCF Réseau se substituera à SNCF-GID (ou GID) pour tous les droits et obligations concernés.

A ce titre, il convient donc d'ajouter un paragraphe au « Préambule » de la convention initiale, de modifier la définition de la 1ère partie de l'ITE (article 1 de la convention initiale), de modifier la superficie du terrain occupé et la redevance afférente (article 6 de la convention initiale) et enfin, de remplacer en annexe le plan provisoire par un plan définitif .

Par conséquent, un avenant n°1 à la convention de raccordement n° 40 930000 1354 A 001 ci-joint en annexe doit être conclu pour prendre en compte ces modifications.

Il est également proposé de remplacer la dernière phrase du deuxième paragraphe de l'article 1 de la convention initiale par « *La limite entre la 1ère et la 2ème partie est précisée par le plan du 26/05/2014 n°PSIGR-MR-EG-2014-135.468, annexé à la présente convention.* »

Par ailleurs, il est proposé de substituer la phrase du troisième et du quatrième paragraphe de l'article 6 de la convention initiale par « *La superficie du terrain occupé est de 591 m²* » et par « *La redevance d'occupation correspondante est de 3546 Euros (HT).* »

De plus, il est proposé de modifier le document figurant en annexe de la convention initiale sous l'intitulé « *Plan d'implantation du dispositif de sécurité pour les dérives et les manœuvres* », version du 02/06/2010 par le document intitulé « *Plan d'implantation du dispositif de sécurité pour les dérives et les manœuvres* », version du 26/05/2014, sous n°PSIGR-MR-EG-2014-135.468.

Enfin, il est proposé que le présent avenant prenne effet à la date de signature par les deux parties.

La convention de raccordement n°40 930000 1354 A 001 du 19 juillet 2010 demeure pour le reste inchangée.

En conséquence et au vu de l'avis de la Commission mixte Développement Économique et Tourisme du 29 avril 2015, il est demandé au Conseil d'agglomération de bien vouloir :

- approuver le contenu de l'avenant n°1 ci-après annexé à la convention de raccordement n° 40 930000 1354 A 001 du 19 juillet 2010 ,
- autoriser Monsieur le Président de la Communauté d'Agglomération Dracénoise à signer l'avenant à cette convention et tout document y afférent.

Le Conseil d'agglomération, après en avoir délibéré A L'UNANIMITE, décide d'adopter cette délibération.

Fait à Draguignan, le mercredi 20 mai 2015

Olivier AUDIBERT-TROIN




Président
Député du Var

Conformément au Code de Justice Administrative un délai de deux mois est ouvert à partir de la notification ou de la publication de la présente délibération pour contester celle-ci devant la juridiction administrative territorialement compétente. Dans ce même délai, la présente délibération peut être contestée devant l'autorité dont elle émane par l'exercice d'un recours gracieux. Ce recours suspend le délai de recours contentieux jusqu'à la réponse de ladite autorité ; le silence gardé pendant plus de deux mois valant rejet.